



### Informations du Guatemala

N° 63 / 2ème année

Du 9 au 15 mars 1984

#### ORGANISATION DES NATIONS UNIES

- Le Guatemala est condamné à Genève.

#### POLITIQUE

- Ortega juge imminente une intervention des Etats Unis dans la région.
- Mejia : Des plans d'urgence pour le Guatemala.
- Benedicto Lucas : Une grave crise dans les forces armées.
- L'apathie et la crainte face au processus électoral.
- On ne peut pas faire confiance à la Commission pour la Paix.

#### INSURRECTION

- Un caporal de l'armée meurt dans un embuscade.

#### SITUATION SOCIALE

- Le chômage et le sous-emploi touchent 78 % de la population.

#### DROITS DE L'HOMME

- Massacre dans le Quiche : plus de 100 victimes.
- Les militaires commettent des brimades contre les femmes.
- Des policiers séquestrent deux personnes.
- Les hommes politiques dénoncent.
- A.E.U. : La domination du peuple se poursuit.
- Un syndicaliste échappe à ses kidnappeurs.
- Persécution contre les syndicalistes.
- Solidarité internationale avec les licenciés de Coca Cola.
- Toriello : Le Guatemala, un plan modèle de terreur institutionnalisée.
- Des manifestations contre Rios Montt aux Etats Unis.

ORGANISATION DES NATIONS UNIESLE GUATEMALA EST CONDAMNE A GENEVE

La Commission des Droits de l'Homme de l'Organisation des Nations Unies (C.D.H.O.N.U.), "alarmée" par la continuation de la violence politique au Guatemala et "par la nouvelle vague d'assassinats et d'enlèvements qui ont eu lieu depuis août 1983", a émis le 14 mars, pendant la 40ème réunion de ses sessions, une résolution qui condamne le régime militaire guatémaltèque.

La résolution, adoptée par 26 votes pour, 3 contre et 11 abstentions, demande au gouvernement qu'il cesse de concentrer la population dans des villages modèles et de l'obliger à participer aux patrouilles civiles, qu'il enquête sur le sort des disparus, que soient rejugées les personnes condamnées par les tribunaux spéciaux abolis depuis, que soient punis les responsables des enlèvements et des assassinats et que soient permis la création et le fonctionnement d'un organisme impartial et autorisé ayant pour tâche d'enquêter à fond sur les dénonciations de cas de violations des droits de l'homme.

La Représentation Unitaire de l'Opposition Guatémaltèque (R.U.O.G.) était présente lors de la 40ème réunion des sessions de la C.D.H.-O.N.U. et a offert aux délégations une information sur la situation des droits de l'homme dans le pays.

POLITIQUEORTEGA JUGE IMMINENTE UNE INTERVENTION DES ETATS UNIS DANS LA REGION

Le commandant Daniel ORTEGA coordonnateur de la junte de gouvernement du Nicaragua, a dénoncé le 13 mars l'imminence d'une guerre à grande échelle déclenchée en Amérique centrale par les Etats Unis.

L'administration Reagan rend plus probables les possibilités d'intervention dans la région, ce qui affecte sérieusement les efforts de paix et les avancées obtenues dans le cadre de Contadora, a déclaré ORTEGA.

Le danger d'une invasion militaire nord-américaine a augmenté avec l'envoi sur le territoire du Honduras à proximité de la frontière avec le Salvador de 2500 hommes de la 82ème brigade aéroportée de l'armée des Etats Unis, qui a effectué l'invasion de la Grenade, ainsi qu'avec la présence dans les eaux centro-américaines de quatre navires de guerre, dont le porte-avions America, doté de 85 avions de combat, a signalé le dirigeant nicaraguayen, qui a également abordé l'accroissement des actions contre-révolutionnaires dans ces derniers jours.

Par ailleurs, le comité d'intelligence du Sénat a approuvé le 13 mars l'envoi de 21 millions de dollars demandé par le président REAGAN pour aider les contre-révolutionnaires nicaraguayens qui luttent contre le gouvernement de ce pays.

En outre, le Front Farabundo Marti de libération nationale du Salvador a dénoncé que les avions du commandement sud de l'armée des Etats Unis, basé à Panama, ont effectué ces derniers jours 137 vols de reconnaissance au dessus de la région nord-est du Salvador, ces vols faisant partie des opérations militaires interventionnistes des Etats Unis en Amérique centrale.

MEJIA : DES PLANS "D'URGENCE" POUR LE GUATEMALA

"Le gouvernement n'a sollicité à aucun moment l'assistance militaire des Etats Unis", a déclaré le 13 mars le général MEJIA VICTORES, chef de l'état, qui a assuré qu'une telle assistance "n'est pas urgente pour le pays" et que son gouvernement n'aura pas de sujet de se plaindre si le congrès nord-américain décide de ne pas l'offrir au Guatemala.

Les membres du congrès nord-américain se refusent à octroyer une aide militaire au régime guatémaltèque en raison des excès qu'il commet en matière de droits de l'homme.

Par ailleurs, a déclaré MEJIA VICTORES, face à l'aggravation de la crise politique en Amérique centrale, le gouvernement prépare des plans. "Il faudra avoir une certitude totale sur ce qui a lieu pour prendre des mesures", a déclaré le chef de l'état, et il a ajouté : "De toute manière, nous avons des plans d'urgence".

BENEDICTO LUCAS : UNE GRAVE CRISE DANS LES FORCES ARMEES

La "grave crise" dans l'armée pourrait conduire à un nouveau coup d'état dans le pays, a affirmé le 11 mars le général en retraite Benedicto LUCAS GARCIA.

"Dans tout le pays, on parle à tous les vents d'un coup d'état", a dit le général Benedicto LUCAS, qui a assuré ignorer qui seraient ses auteurs.

L'ex-chef de l'état-major de l'armée et frère de l'ex-président Romeo LUCAS GARCIA a ajouté que "de nombreux militaires pensent que la discipline dans l'armée s'est perdue ce qui, comme c'est logique, affecte les forces armées qui doivent rester consolidées pour éviter l'avancée de l'insurrection".

Les déclarations du général LUCAS "ne méritent aucun commentaire", a déclaré le colonel Pablo NUILA HUB, secrétaire à la presse de la présidence, qui, à la question de savoir si Benedicto pourrait réintégrer l'armée, a répondu : "Il pourrait seulement réintégrer le parc zoologique".

Pour sa part, le lieutenant colonel Edgar D'ALMA DOMINGUEZ, chef des relations publiques de l'armée, a déclaré : "Ce qu'il a dit devrait être interprété par un psychologue".

L'APATHIE ET LA CRAINTE FACE AU PROCESSUS ELECTORAL

L'apathie, le désintérêt et la crainte dominant parmi les citoyens face aux prochaines élections pour l'assemblée nationale constituante, selon une enquête avec des questions ouvertes réalisée le 9 mars par le journal télévisé Aqui el Mundo.

Seuls 3 % des citoyens osent adhérer à un groupe politique, par indifférence ou par peur, a assuré le 12 mars, Amadeo GARCIA, du groupe Union Révolutionnaire Démocratique, d'orientation sociale-démocrate.

ON NE PEUT PAS FAIRE CONFIANCE A LA COMMISSION POUR LA PAIX

Le groupe politique Fuerza Nueva, d'orientation sociale-démocrate, a déclaré dans un communiqué le 13 mars que la Commission pour la Paix, de laquelle font parties l'armée, l'université et l'église, n'est pas un organisme auquel on puisse faire confiance, "à la lumière des actions pratiquées par certaines des institutions qui la composent".

Cette commission, ajoute le communiqué, "ne pourra être un organisme efficace tant que ses composantes distordront le problème qu'elle cherche à résoudre".

#### INSURRECTION

##### UN CAPORAL DE L'ARMEE MEURT DANS UN EMBUSCADE

Selon la version de l'armée, un caporal de l'armée est mort le 9 mars dans l'embuscade que les insurgés ont tendu à un contingent des troupes gouvernementales dans la zone de Xalbal, Uspantán, dans le département de El Quiche, nord-ouest du pays.

Le porte-parole des forces armées a informé que les rebelles ont fait sauté une mine klaymore sur le passage des troupes officielles, et qu'une fusillade s'en est suivie.

Dans la zone de l'affrontement, opère l'Armée Guerrillera des Pauvres (E.G.P.) composante de l'Unité Révolutionnaire Nationale Guatémaltèque (U.R.N.G.).

#### SITUATION SOCIALE

##### LE CHOMAGE ET LE SOUS-EMPLOI TOUCHENT 78 % DE LA POPULATION

78 % de la population économiquement active est touché par le chômage et le sous-emploi, a informé le 10 mars un cable de l'agence CERIGUA.

CERIGUA, qui cite la Banque du Guatemala, soutient que la population économiquement active dans le pays atteint 2.256.946 personnes, dont seulement 511 mille ont un emploi, ce qui représente 78 % de chômeurs et de sous-employés.

Le collège des ingénieurs agronomes du Guatemala, pour sa part, signale que 35 % de ses membres sont au chômage, et que 65 % restant sont sous-employés dans des tâches qui ne font pas parties de leur spécialité.

#### DROITS DE L'HOMME

##### MASSACRE DANS LE QUICHE : PLUS DE 100 VICTIMES

"Ils sont tous morts, toute ma famille. L'armée nous a entourés et nous a mitraillés. Beaucoup de gens sont morts. Toutes les maisons ont été incendiées, les soldats les ont brûlées", a raconté Marcela VELAZQUEZ, le 10 mars, à ENFOPRENSA, en dénonçant l'assassinat collectif de plus de cent personnes par l'armée guatémaltèque le 15 février passé dans le village de Santiago Ixcán, dans le département de El Quiche, nord-ouest du pays.

La personne interviewée, l'une des 46 survivantes qui ont réussies à passer en territoire mexicain et qui se trouve en convalescence à l'hôpital de Comitán du fait des blessures par balles que lui ont infligées les soldats, a raconté : "Moi, j'ai été touchée à une jambe par les balles au moment où je courais pour aller prendre mes enfants, l'un de douze ans et l'autre de sept mois. Mais les balles des soldats ont atteint le plus grand, et je l'ai laissé à terre, déjà mort, et j'ai seulement emporté mon plus jeune".

Cette version a été confirmée par plusieurs paysans guatémaltèques, provenant également de Santiago Ixcán, qui se sont installés ces jours derniers dans le

centre Emiliano Zapata du camp pour réfugiés Puerto Rico, dans l'état mexicain du Chiapas.

En 1978, Santiago Ixcan abritait environ mille familles réparties dans dix regroupements communaux voisins, mais beaucoup furent assassinées dans des incursions répétées de l'armée et beaucoup d'autres cherchèrent refuge sur le territoire mexicain.

#### LES MILITAIRES COMMETTENT DES BRIMADES CONTRE LES FEMMES

Les chefs des patrouilles d'autodéfense civile obligent les femmes veuves et célibataires à effectuer des patrouilles, ou leur font payer des impôts et commettent contre elles toutes sortes de vexations et d'abus, ont dénoncé le 12 mars des femmes de la commune de Joyabaj, département de El Quiche, nord-ouest du pays.

Les patrouilles d'autodéfense civile sont fréquemment dirigées par des ex-soldats ou par des collaborateurs habituels de l'armée.

#### DES POLICIERS SEQUESTRENT DEUX PERSONNES

Isabel ARROYO DE GONZALEZ a dénoncé le 11 mars que des effectifs de la brigade d'interventions spéciales de la police nationale avaient envahi sa maison, séquestré violemment son mari, Jose Maria GONZALEZ, et frappé leur fils de 13 ans.

L'épouse de GONZALEZ a démenti que son mari fut porteur d'armes et de propagande insurgée au moment de son arrestation, comme l'indiquait la version officielle.

Par ailleurs, les voisins de Madame Luz Aidee MENDEZ DE SANTIAGO, enlevée le 9, ont déclaré qu'ils avaient informé la police nationale de la présence d'hommes armés pendant quatre heures dans la maison de la victime. Les policiers, ont ajouté les voisins, ont dit qu'il s'agissait d'une enquête réalisée par les agents de la sécurité.

#### LES HOMMES POLITIQUES DENONCENT

"Partout a augmenté le nombre des personnes séquestrées", a affirmé le 8 mars Vinicio CEREZ, secrétaire général de la Démocratie Chrétienne, qui a ajouté que les actions violentes "sont en train de toucher tous les secteurs de la population".

"Ce qui semble inconcevable, a poursuivi CEREZ, c'est que le gouvernement continue à nier l'existence de la violence".

De son côté, Alejandro AGUIRRE, leader du Parti National Rénovateur, de centre droit, a déclaré : "Quand les peuples se lassent et qu'on les prive de leur participation légitime, ils cherchent des formes autres de s'exprimer", ce qui présente "l'affrontement et l'insurrection comme une perspective possible".

Enfin, un porte-parole de la Centrale Authentique Nationaliste, d'extrême droite, a déclaré que "depuis l'imposition du gouvernement de facto la violence a augmenté de plus en plus, depuis la chute du général RIOS MONTT, nous sommes de mal en pire".

### A.E.U. : LA DOMINATION DU PEUPLE SE POURSUIT

Les droits les plus élémentaires sont niés au Guatemala, déclare une lettre envoyée au pape JEAN PAUL II par l'Association des Etudiants Universitaires (A.E.U.) de l'université nationale de San Carlos de Guatemala, pour commémorer le 7 mars l'anniversaire de la visite du pontife dans le pays.

"La situation de domination du peuple guatémaltèque n'a pas changé, car le gouvernement utilise toute une série de formes et de méthodes pour faire taire un peuple qui ne demande qu'à vivre en paix et jouir au moins du droit à la vie", affirme la lettre qui souligne que la violence gouvernementale "se développe principalement contre le peuple travailleur".

"La faim, la misère et l'insécurité de l'emploi s'ajoutent au risque élevé de perdre la vie à n'importe quel coin de rue", déclare également le document de l'A.E.U..

### UN SYNDICALISTE ECHAPPE A SES KIDNAPPEURS

Le 13 mars, le syndicaliste Alvaro Rene SOSA a réussi à échapper aux huit hommes armés qui l'avaient enlevé quelques instants au paravant et à se réfugier, attaché par des menottes et blessé par balles, dans l'ambassade de Belgique de la ville de Guatemala.

Les kidnappeurs tirèrent contre la représentation diplomatique et demandèrent qu'on leur livre le dirigeant syndical, ce que la délégation diplomatique belge a refusé de faire.

Vilma SANDOVAL DE ZEA et Gladys Elizabeth DE LEON PUENTE, qui passaient là par hasard, ont été séquestrée par le même groupe armé qui a ensuite laissé en liberté l'une d'entre elles.

Plusieurs heures après, alors que l'ambassade était toujours encerclée par des membres de la police, le syndicaliste a été conduit dans un véhicule de la chancellerie à un hôpital privé où il ne se trouve plus sous protection diplomatique, car, selon un fonctionnaire de l'ambassade, il n'a pas demandé l'asile politique.

### PERSECUTION CONTRE DES SYNDICALISTES

Treize organismes syndicaux ont dénoncé, le 13 mars, la répression gouvernementale, l'arbitraire des patrons et le non-respect des lois du travail de la part du patronat, alors que plusieurs syndicalistes restent cachés à cause de la violence gouvernementale.

Le document des syndicalistes souligne également leur solidarité avec les travailleurs qui dans de nombreuses entreprises subissent les licenciements et les brimades.

Les organisations ouvrières qui se sont exprimées sont la Fédération Autonome Syndicale du Guatemala et les syndicats des travailleurs de l'université de San Carlos de Guatemala et des entreprises Duralux, Cidasa, Coca Cola, Industrias America, Agricasa, Cavisa, Tacasa, Adams, Tejidos Universales, Richardson Dick et Granai & Towson.

En outre, les responsables syndicaux des entreprises Cavisa, Coca Cola, et les assurances Granai & Towson restent cachés par peur d'être les victimes de la violence gouvernementale.

SOLIDARITE INTERNATIONALE AVEC LES LICENCIES DE COCA COLA

Un envoyé spécial de l'Union Internationale des Travailleurs de l'Alimentation (U.I.T.A.), qui a son siège à Genève, Suisse, a visité le 9 mars les travailleurs de l'entreprise Coca Cola qui depuis plusieurs semaines font face à un conflit du travail.

"Je suis venu de Genève pour démontrer la solidarité internationale de l'U.I.T.A., qui a presque deux millions d'adhérents dans le monde entier, et je voudrais exprimer la préoccupation des travailleurs du monde entier pour ce qui se passe ici", a déclaré Bion WILSON, envoyé de l'U.I.T.A., organisateur qui, le 28 février dernier, a lancé une consigne de boycott des produits Coca Cola dans le monde.

TORIELLO : LE GUATEMALA, UN PLAN MODELE DE TERREUR INSTITUTIONNALISEE

Depuis les trente ans qui ont suivi la chute du gouvernement démocratique de Jacopo ARBENZ, les successifs gouvernements militaires guatémaltèques, appuyés par les Etats Unis, ont assassiné 110 mille personnes, tandis que 35 mille autres ont disparues, a affirmé le 10 mars en Argentine Guillermo TORIELLO GARRIDO, qui fut chancelier durant le gouvernement Arbenz.

"Washington a testé au Guatemala un plan pilote de terreur institutionnalisée qu'il a ensuite appliqué à d'autres pays latino-américains", a précisé TORIELLO, qui est arrivé en Argentine pour créer une filiale du Tribunal Anti-impérialiste de Notre Amérique (T.A.N.A.), qui fonctionne dans 28 pays et dont TORIELLO est président.

L'ex-chancelier a accusé le précédent régime militaire argentin d'avoir envoyé au Guatemala "des spécialistes en tortures et en répression. Ils ont secondé leurs collègues guatémaltèques dans la tactique de la guerre sale, et ils ont laissé derrière eux un macabre sillage d'enlèvements, de tortures et d'assassinats".

DES MANIFESTATIONS CONTRE RIOS MONTT AUX ETATS UNIS

Des manifestants nord-américains, aux cris d'"assassin", ont empêché le général Efrain RIOS MONTT de prononcer un sermon le 11 mars dernier dans une église de Chicago, Illinois.

"Nous n'oublierons pas tes crimes", "pendant ton gouvernement 10 mille personnes ont été assassinées", "100 mille ont fui du Guatemala en raison de la terreur", criait également le groupe de manifestants.

RIOS MONTT se trouve à Chicago depuis une semaine dans une mission de l'église fondamentaliste du verbe.